

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

1^{er} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL
2024-2025
(OCTOBRE - DÉCEMBRE 2024)



TABLE DES MATIÈRES

1. VUE D'ENSEMBLE	PAGE	3
2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU PREMIER TRIMESTRE 2025	PAGE	4
2.1. ÉCONOMIE MONDIALE	PAGE	4
2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE	PAGE	7
SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX	PAGE	7
3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE AU PREMIER TRIMESTRE 2025	PAGE	9
4.- DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU PREMIER TRIMESTRE 2025	PAGE	12
5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU PREMIER TRIMESTRE 2024	PAGE	13
6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE	PAGE	14
7. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE	PAGE	16
8. PERSPECTIVES	PAGE	18

1. VUE D'ENSEMBLE

Au premier trimestre de l'exercice fiscal 2024-2025, l'environnement macro-économique mondial a connu une croissance modérée, notamment marquée par des disparités observées au niveau des différents pays. Le ralentissement de la hausse des prix observé en septembre 2024 a été moins important que prévu au cours du trimestre sous-revue. Néanmoins, les principales banques centrales ont poursuivi leur politique d'assouplissement monétaire, en vue de favoriser les investissements et la consommation. Ce contexte reste cependant incertain en raison des défis liés aux conflits géopolitiques et des éventuels changements de politique envisagés par la nouvelle administration américaine.

Sur le plan interne, l'activité économique a été fortement affectée par l'instabilité socio-politique persistante qui continue d'entraver les activités productives, de limiter les échanges commerciaux et de restreindre les déplacements de la population entre les zones géographiques du pays. Ces obstacles se sont traduits par une intensification des tensions inflationnistes, malgré la stabilité du taux de change et une évolution favorable des finances publiques. Cette dernière reste ainsi en ligne avec les objectifs de financement monétaire nul inscrit dans le budget 2024-2025 et ciblés dans le programme économique et financier conclu entre les autorités haïtiennes et le Fonds Monétaire International (FMI).

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU PREMIER TRIMESTRE 2024 - 2025

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

Au cours du premier trimestre 2025, l'activité économique au niveau mondial a évolué de façon modérée en raison de l'inégalité entre les différentes régions. Si la dynamique désinflationniste se confirme à l'échelle internationale, la convergence vers un niveau stable et proche de l'objectif des grandes banques centrales reste incertaine. Cette incertitude est particulièrement importante aux États-Unis, où une accélération de la progression du niveau général des prix a été remarquée entre octobre et décembre 2024. Ainsi, les principales banques centrales ont décidé de ralentir le rythme de desserrement des conditions monétaires entamé en septembre 2024. Conséquemment, en dépit des préoccupations relatives aux tensions géopolitiques et celles en lien avec le changement dans la sphère politique américaine, les projections de janvier 2025 du FMI tablent sur une augmentation de 3,3 % du PIB mondial pour 2025, après 3,2 % en 2024.

Les défis entourant les mesures envisagées par la nouvelle administration américaine, notamment en matière de politique commerciale, ont conduit les investisseurs à adopter une attitude prudente, entraînant un recul de 5,6 % des investissements au 1^{er} trimestre 2025. Néanmoins, la croissance économique aux États-Unis est restée dynamique sur la période sous-étude (2,3 % contre 3,1 % au trimestre précédent), impulsée notamment par l'augmentation des dépenses de consommation (+4,2 %). Ainsi, malgré la progression plus rapide des prix sur le trimestre sous-étude (2,6 % en décembre contre 2,1 % en septembre 2024), la Réserve fédérale américaine (Fed) a décidé de maintenir l'assouplissement monétaire, en réduisant ses taux directeurs d'un quart de point de pourcentage en décembre 2024, pour les inscrire dans la fourchette comprise entre 4,25 % et 4,50 %, soit la troisième baisse depuis septembre dernier.

Par ailleurs, l'activité économique dans la Zone Euro a été caractérisée par une dynamique contrastée entre les différentes économies composant cette zone¹. La faible croissance économique (0,2 % contre 0,4 % au trimestre antérieur) qui en a résulté, jointe à l'évolution relativement stable de l'inflation sur le trimestre sous étude par rapport au trimestre précédent (2,2 % en moyenne d'un trimestre à l'autre), a porté la Banque Centrale Européenne (BCE) à réviser à la baisse, une fois de plus, son taux directeur pour le porter à 3,15 % (-25 points de base (pb) par rapport à octobre 2024). Cette décision a aussi été motivée par les perspectives

¹ Le PIB de l'Allemagne s'est contracté de 0,2 %, celui de la France de 0,1 %, tandis que l'Italie et l'Espagne ont enregistré une croissance respective de 0,1 % et 0,8 % pour le premier trimestre 2024.

économiques incertaines liées à l'annonce des nouvelles mesures dans la politique économique américaine.

Au niveau des économies émergentes, les prévisions de décembre de la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPALC) augurent un ralentissement de la croissance de la zone à 2,2 % en 2024 après 2,3 % en 2023. Ce manque de dynamisme économique au niveau de cette région découle des conditions financières et commerciales fluctuantes sur le plan international, alors que ces pays continuent d'être en proie à une faiblesse des investissements et à un marché de l'emploi atone. Néanmoins, la tendance déflationniste constatée sur le trimestre sous-étude (2,3 % contre 3,1 % au trimestre précédent) a favorisé le desserrement de la politique monétaire par la majorité des banques centrales de la région. De façon particulière, la résilience de l'économie dominicaine, traduite par une croissance de 5,1 % du PIB en 2024 et d'une inflation (3,35 % en décembre 2024) comprise dans la fourchette cible [4 % $\pm$ 1 %], a facilité la poursuite du relâchement des conditions monétaires par la Banque Centrale de la République Dominicaine à travers la baisse de 75 pb du taux directeur, lequel s'est établi à 5,75 % en décembre 2024.

Sur le marché international des matières premières, les prix des produits pétroliers ont reculé, soutenus par l'offre des pays non-membres de l'OPEP+, notamment les États-Unis, face à une demande mondiale moins importante, particulièrement en raison du recul de celle de la Chine². Conséquemment, le cours moyen du baril de Brent a atteint 73,86 dollars ÉU en décembre 2024 contre 74,02 dollars ÉU en septembre 2024. Le prix de celui du WTI s'est aussi replié de 0,17 % pour s'établir à 70,12 dollars ÉU. De même, le rythme de progression trimestrielle de l'indice FAO des prix des produits alimentaires a ralenti, passant de 2,98 % en septembre 2024 à 1,93 % en décembre 2024.

Tableau 1		Indicateurs macroéconomiques par région et pays		
Pays et Région/ Indicateurs	Projection de croissance*	Taux d'inflation**	Taux de chômage**	Taux directeur**
États-Unis	2,7 %	2,6 %	4,1 %	4,25 % - 4,50 %
Zone Euro	1 %	2,4 %	6,3 %	3,15 %
République Dominicaine	5 %	3,35 %	5,3 %	5,75 %

*Projections janvier 2025 – Source : FMI | Sources : BLS, Eurostat, BCRD | ** décembre 2024 |

Graphique 1

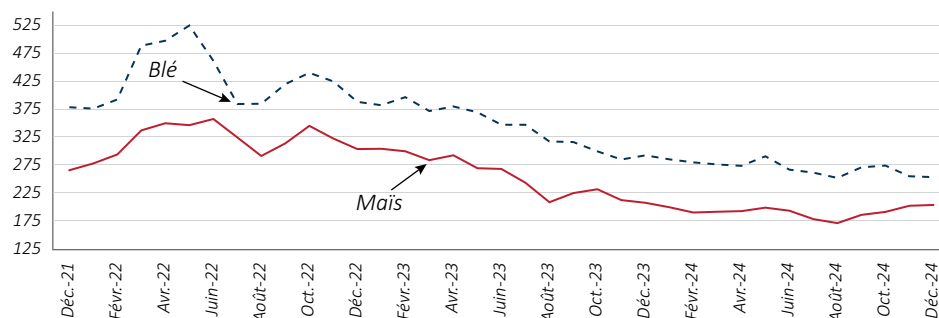
Prix du riz en dollar EU par tonne métrique



Source : www.indexmundi.com/commodities

Graphique 2

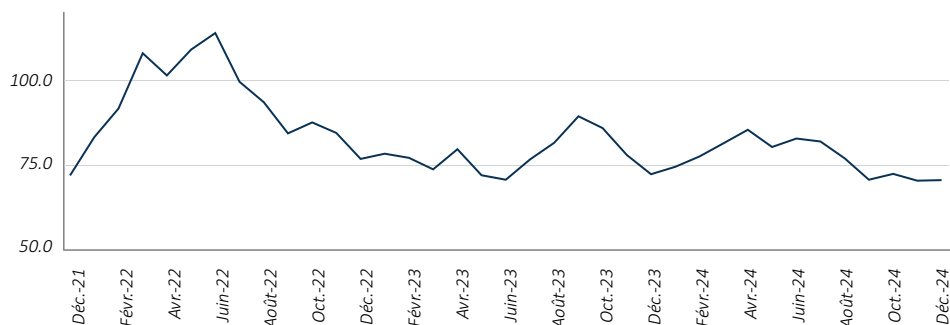
Prix du blé et du maïs en dollar EU par tonne métrique



Source : www.indexmundi.com/commodities

Graphique 3

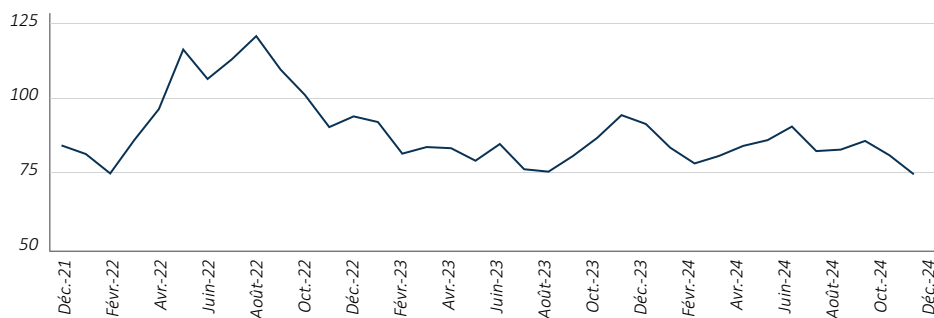
Prix du baril du West Texas Intermediate (WTI) en dollar EU



Sources : www.eia.gov/Indextmndi

Graphique 4

Prix du baril du Brent en dollar EU



Sources : www.eia.gov/indexmundi

2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX

Au niveau de la sphère réelle de l'économie haïtienne, la dégradation du climat socio-politique et sécuritaire a freiné les activités génératrices de revenus, accentuant ainsi les vulnérabilités structurelles du pays. Cette situation a fragilisé l'appareil productif, entraînant une contraction de la production dans l'ensemble des secteurs économiques. En effet, l'atonie de l'activité économique telle qu'indiquée par l'évolution de l'Indicateur Conjoncturel d'Activité Economique (ICAE) au quatrième trimestre de l'exercice fiscal 2023-2024 s'est maintenue au cours des trois premiers mois de l'exercice fiscal 2025, après un repli de 6 % au 4^e trimestre 2024 par rapport au trimestre antérieur. En valeur cumulée, il a régressé de 4,2 % sur l'exercice passé, drainé par la contre-performance des trois grands secteurs de l'économie. Toutefois, le secteur financier a fait preuve de résilience, en affichant une croissance de +1,9 % et +1,6 % respectivement sur une base trimestrielle et annuelle.

En sus des contraintes liées à la fragmentation régionale paralysant les activités commerciales, la production agricole s'est trouvée affaiblie, notamment en raison des difficultés liées au coût élevé et de la délocalisation de la main-d'œuvre, ainsi qu'aux contraintes d'accès aux intrants et au financement des producteurs. Ces défis ont été aggravé par les pluies diluviennes qui se sont déversées sur les départements du Nord, du Nord-Ouest, du Sud et de la Grand'Anse entre fin novembre et début décembre avec des impacts néfastes sur les initiatives agricoles. En effet, outre des pertes en vies humaines, ces chocs climatiques ont endommagé des routes et des pistes agricoles, emporté des bétails et détruit les récoltes de ces agriculteurs³.

Il en est résulté une détérioration des conditions de sécurité alimentaire de la

population haïtienne, laquelle a été aggravée par l'augmentation du nombre des personnes déplacées⁴. Ainsi, dans son rapport publié le 18 décembre 2024, la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) a estimé à près de 5,41 millions le nombre d'Haïtiens (48 % de la population analysée) faisant face à une situation d'insécurité alimentaire aiguë au cours de la période allant d'août 2024 à février 2025 contre 5,4 millions estimés en septembre 2024⁵.

Cette crise humanitaire s'observe dans un environnement caractérisé par une progression plus soutenue des prix à travers le pays. Les goulots d'étranglement qui perdurent, limitant l'offre de produits et de services dans les grands centres commerciaux, ont entraîné une accélération de l'indice des prix à la consommation sur le trimestre sous-revue comparativement au trimestre précédent. En variation annuelle, l'inflation a atteint 28,5 % en décembre contre 27,9 % en septembre 2024. Sur une base mensuelle, le taux d'inflation s'est établi à 3,6 %, portant l'inflation cumulée d'octobre à décembre 2024 à 9,2 % contre 8,7 % à la même période de l'exercice passé.

⁴ Le nouvel exercice de suivi de la mobilité du DTM (Round 9), mené par l'Organisation Internationale de la Migration (OIM) du 1^{er} novembre au 30 décembre 2024, indique que les personnes déplacées en Haïti ont atteint 1 041 000 à la fin de 2024.

⁵ IPC : Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire. La Phase 4 renvoie à des niveaux d'urgence alimentaire et la Phase 5 à des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire.

Selon la CNSA, des 5,41 millions de personnes classifiées en IPC 3 ou pire, 2 millions de personnes (18 % de la population analysée) sont en situation Urgence (Phase 4 de l'IPC) et 3,4 millions de personnes (30 % de la population analysée) sont en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).

3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE AU PREMIER TRIMESTRE 2025

Au cours du premier trimestre 2025, les finances publiques ont été marquées par une performance relative des organismes de perception, en dépit de la grève épisodique des employés de la Direction Générale des Impôts (DGI), dans un contexte de dégradation du climat sécuritaire paralysant les activités économiques. En effet, les taxes et impôts collectés par l'État haïtien ont enregistré une hausse de plus de 14 % comparativement à l'intervalle juillet-septembre 2024. Par ailleurs, les ressources disponibles au 31 décembre 2024 se sont portées à 101 579,8 MG, dont 48 003,3 MG de recettes fiscales et 53 576,5 MG d'autres ressources, ces dernières étant constituées à 91,3 % par les produits des émissions de billets de trésorerie dont l'encours s'est établi à 48 933,2 MG au cours des trois premiers mois de l'exercice 2024-2025.

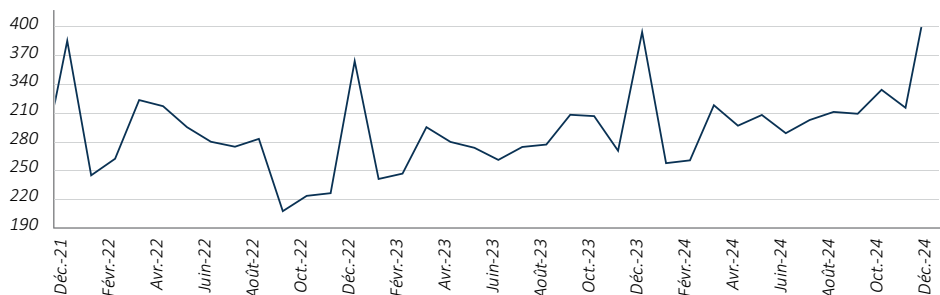
Parallèlement, une tendance similaire a été observée dans l'évolution des dépenses publiques, lesquelles ont crû de 30,5 % en comparaison au trimestre précédent. Elles ont atteint 44 240,06 MG durant la période sous-étude et ont représenté 38 % des décaissements totaux de l'État. Conséquemment, les opérations financières du Trésor public se sont soldées par un excédent au 31 décembre 2024, ce qui a donné lieu à un remboursement de 3 619,3 MG de l'État à la BRH. Ce résultat conforte l'objectif de financement monétaire zéro inscrit dans le budget 2024-2025 et consigné dans le programme économique et financier conclu entre les autorités haïtiennes et le FMI.

Tableau 2		Évolution des finances publiques (en MG)			
		1 ^{er} trim 2024	4 ^e trim 2024	1 ^{er} trim 2025	Exercice 2024-2025
Recettes fiscales		48,988.22	42,105.21	48,003.30	48,003.30
Autres ressources		48,962.68	53,389.34	53,576.52	53,576.52
Emiss. nettes Bons du TP		46,912.75	37,450.31	48,933.19	48,933.19
Ressources totales		97,950.91	95,494.54	101,579.82	101,579.82
Dépenses budgétaires		44,129.01	33,911.96	44,240.06	44,240.06
Autres décaissements		48,215.26	56,579.39	72,390.83	72,390.83
Certificats de Trésorerie et autres		45,049.00	44,118.50	41,125.80	41,125.80
Décaissement totaux		92,344.27	90,491.35	116,630.89	116,630.89

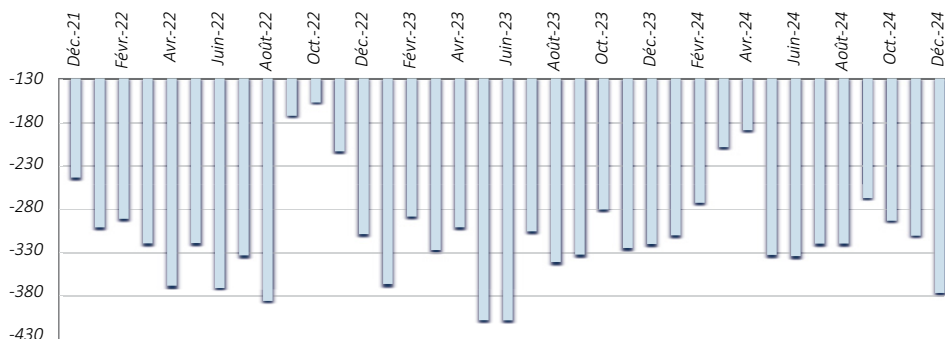
Sources : MEF/DCC_BRH

En ce qui a trait au secteur externe, les échanges extérieurs au cours du premier trimestre 2025 ont été caractérisés par une baisse des exportations et une légère hausse des importations. En effet, selon les données disponibles pour le trimestre sous revue, les exportations ont atteint 184,75 millions de dollars ÉU, soit une chute de 13,6 % en glissement annuel. Par ailleurs, les importations ont totalisé 1 165,69 millions de dollars ÉU au premier trimestre 2024-2025, accusant une augmentation de 0,7 % en variation annuelle. En revanche, le creusement de 4 % du déficit commercial (-980,94 millions de dollars ÉU) sur une base annuelle a été contrebalancé par la progression des transferts privés sans contrepartie.

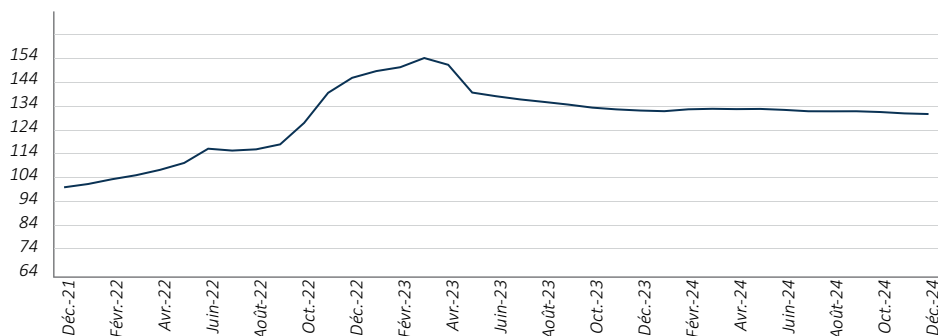
En effet, sur la période allant d'octobre à décembre 2024, les remises migratoires ont atteint 1 093,89 millions de dollars ÉU, ce qui renvoie à une hausse de 12,3 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2024. Il en est résulté un renforcement de l'offre de devises qui, jumelé à un tassement de la demande de dollars ÉU sur le marché, a contribué au maintien de la relative stabilité du taux de change constatée depuis octobre 2023. Ainsi, au 31 décembre 2024, le taux de référence de la BRH a enregistré un recul de 0,87 % en variation trimestrielle pour se chiffrer à 130,3313 gourdes pour un dollar ÉU.

Graphique 5**Transferts privés sans contrepartie reçus de l'étranger
(en millions de dollars ÉU)**

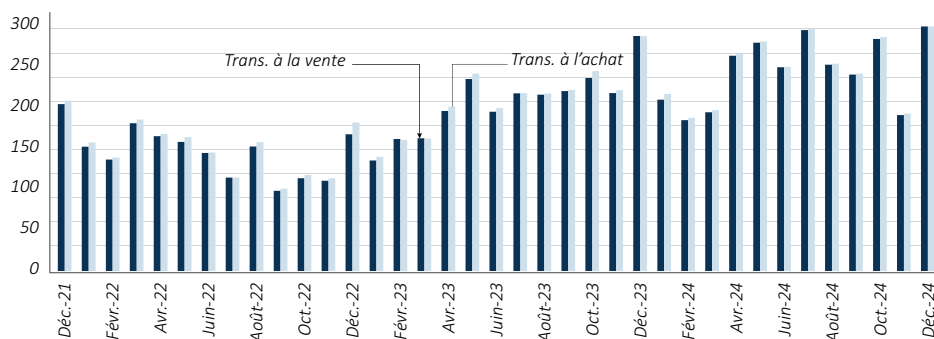
Source : BRH

Graphique 6**Balance commerciale (en millions de dollars ÉU)**

Source : BRH

Graphique 7**Taux de change nominal (fin de période)**

Source : BRH

Graphique 8**Volume des transactions bancaires à l'achat et à la vente sur le marché des changes (en millions de dollars EU)**

Source : BRH

4. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU PREMIER TRIMESTRE 2025

Au cours du premier trimestre de l'exercice fiscal 2025, la BRH a maintenu la posture adoptée depuis tantôt deux ans (2), modulant ses actions pour atténuer les impacts de cet environnement adverse sur la stabilité macroéconomique. Elle a poursuivi ses opérations de stérilisation de la liquidité excédentaire du système financier à travers des émissions de bons BRH, tout en gardant inchangés ses taux directeurs et les coefficients de réserves obligatoires.

Ainsi, les coefficients de réserves obligatoires, en vigueur depuis août 2022, sont restés à leurs niveaux respectifs de 40 % et 53 % pour les banques créatrices de monnaie (BCM) et de 28,5 % et 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL), sur les passifs libellés en gourdes et en devises étrangères. Parallèlement, les taux d'intérêt appliqués sur les bons BRH ont été maintenus à 6 %, 8 % et 11,5 % pour les maturités de 7, 28 et 91 jours, respectivement. Quant à l'encours de ces titres, il s'est inscrit à 21 450 MG au 31 décembre 2024, ce qui marque une légère baisse par rapport au stock de septembre (22 050 MG), un niveau qui demeure toutefois élevé dans un environnement peu favorable aux activités d'intermédiation. Pour ce qui concerne les taux de mise en pension, ils ont été gardés à 17 % pour les bons BRH et à 14 % pour les bons du Trésor.

Parallèlement, le dynamisme des transferts privés sans contrepartie a facilité l'intensification des interventions de la Banque centrale sur le marché des changes, avec des opérations nettes à l'achat s'élevant à 272,9 millions de dollars ÉU pour le trimestre sous revue. Celles-ci lui ont permis de renforcer son coussin de réserves, tout en contribuant à une relative stabilité du taux de change, dans un contexte de tassement de la demande. Par ailleurs, les souscriptions aux obligations BRH se sont poursuivies, l'encours de ces titres s'étant chiffré à 7 807,5 MG au 31 décembre 2024.

D'un autre côté, à travers la circulaire no 115-6, la BRH a reconduit les mesures autorisant les institutions financières à accorder un moratoire sur les prêts éligibles jusqu'au 30 septembre 2025 en vue d'alléger les charges financières des débiteurs du système pénalisés par la dégradation de la conjoncture.

5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU PREMIER TRIMESTRE 2025

Les statistiques disponibles au 31 décembre 2024 font état d'une hausse de 14,45 % de la base monétaire au sens restreint et de 8,17 % de celle au sens large par rapport au 30 septembre 2024. Parmi les composantes de la base au sens strict, la monnaie en circulation a affiché la progression la plus soutenue, soit 17,04 %, reflétant la hausse saisonnière de la demande d'encaisses de transactions en période de fin d'années, tandis que les réserves en gourdes des banques commerciales ont augmenté de 11,12 % sur la période. L'accroissement de la base monétaire a été essentiellement influencé par la hausse des avoirs extérieurs nets de la BRH (+12,64 %), impulsée en partie par les interventions nettes à l'achat de la Banque centrale sur le marché des changes. Quant aux créances nettes de la BRH sur l'État, elles se sont repliées de 2,85 %, en ligne avec le niveau de financement monétaire nul prévu dans le budget et ciblé dans le programme conclu entre les autorités haïtiennes et le Fonds Monétaire International.

S'agissant de la masse monétaire, les données provisoires de décembre 2024 indiquent une augmentation de 5,57 % de l'agrégat M3 par rapport à septembre 2024, alors que les agrégats M2 et M1 ont enregistré des taux de croissance plus prononcés, soit 12,24 % et 15,95 % respectivement. Cette situation traduit l'évolution notable des composantes en gourdes de l'offre de monnaie, en particulier celles de la monnaie en circulation (+17,04 %) et des dépôts à vue qui ont crû de 14,39 %, tandis que les dépôts en devises étrangères du système ont très peu varié (+0,04 %) sur l'intervalle sous revue. La progression de la masse monétaire découle principalement de celle de 7,18 % des avoirs extérieurs nets du système bancaire, en lien avec la bonne tenue des transferts des migrants qui ont significativement augmenté en décembre 2024. De son côté, le crédit intérieur net a enregistré une hausse de 0,76 %, le crédit public ayant affiché une variation de +0,23 %, alors que le crédit au secteur privé s'est accru de 1,5 %. Une remontée du crédit en dollars ÉU a été observée (+4 %), coïncidant avec une hausse des importations sur le trimestre comparativement à un portefeuille de crédit en gourdes qui est resté peu dynamique (+0,1 %).

6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE

Les données provisoires disponibles au 31 décembre 2024 font état d'une moindre performance du système bancaire en regard de l'évolution des principaux indicateurs. Totalisant 8,9 milliards de gourdes, le produit net bancaire (PNB) généré par le système a enregistré une baisse de 10,79 % en variation trimestrielle, ce qui atteste de l'impact de la situation sécuritaire délétère, laquelle continue d'entraver le fonctionnement normal des entreprises du pays. Ce fléchissement a été tributaire principalement de la contraction de 22,7 % et de 4,7 % respectivement des « Autres revenus » et des revenus d'intérêts sur les prêts. De plus, la contraction plus prononcée des revenus bancaires par rapport aux dépenses d'exploitation a conduit à un important recul de 24,71 % du bénéfice net du système bancaire, ce dernier se chiffrant à près de 1,61 milliard de gourdes pour les trois premiers mois de l'exercice 2025.

Par ailleurs, la progression des ratios clés du système témoigne des conséquences de cette conjoncture adverse sur la rentabilité bancaire au cours du premier trimestre comparativement au trimestre passé. En effet, sur la période allant d'octobre à décembre 2024, le rendement de l'actif (ROA) s'est porté à 0,98 % contre 1,33 % au trimestre précédent. Parallèlement, le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) s'est établi à 11,62 % après avoir atteint 16,24 % au 30 septembre 2024.

Du côté des emplois, l'actif du secteur bancaire s'est inscrit à 666,76 milliards de gourdes, soit une progression de 3,1 % par rapport au 30 septembre 2024. Cet élargissement de la taille du bilan des banques résulte particulièrement de la hausse notable de 19,6 % des « Bons du Trésor » (19,6 %), se substituant aux « Bons BRH » dont l'encours a reculé de 5,9 % sur le trimestre considéré.

Parallèlement, l'analyse des données du premier trimestre 2024-2025 table sur une consolidation de la structure financière du système bancaire. Ainsi, le ratio « Avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif » s'est porté à 8,62 % contre 8,25 % au 30 septembre 2024, alors que le ratio « Dépôts en pourcentage de l'actif » a légèrement reculé, passant de 81,82 % au 30 septembre 2024 à 81,30 % à la fin du trimestre considéré. De même, les mesures de soutien prises par la BRH, notamment les moratoires successifs octroyés sur les prêts, ont contribué au maintien de la qualité de l'actif du système. Le coefficient d'arrérage mesuré par le ratio « Prêts improductifs bruts en pourcentage des prêts bruts » est resté relativement stable à 10,36 % sur le trimestre sous revue après avoir affiché 10,37 % au 30 septembre 2024. En revanche, le degré de couverture du système bancaire par rapport aux risques de défaut de paiement des débiteurs du secteur s'est inscrit en baisse au cours du trimestre considéré, en témoigne le coefficient « Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts bruts » qui est passé de 82,77 % en septembre 2024 à 81,53 % en décembre 2024.

S'agissant des ressources du système, les dépôts bancaires au cours du trimestre sous-étude ont progressé de 2,4 % en variation trimestrielle, atteignant 542,05 milliards de gourdes. Considérant la composition de ces derniers, les dépôts à vue restent prépondérants (38,4 %), suivis des dépôts d'épargne (28 %) et des dépôts à terme (14,9 %).

Par ailleurs, comparé au trimestre précédent, le niveau de dollarisation s'est tassé au cours du trimestre considéré, lequel témoigne d'une demande moins importante de la devise américaine sur l'intervalle sous-étude. En effet, le ratio « dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux » a reculé à 65,08 % au 31 décembre 2024 contre 67,07 % au 30 septembre 2024. Parallèlement, le ratio « Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts totaux » a atteint 61,09 % contre 60,24 % au 30 septembre 2024.

Considérant les taux d'intérêt bancaires sur les opérations en gourdes, ceux sur les dépôts à terme (DAT) sont passés de 4,55 % au quatrième trimestre de l'exercice antérieur à 3,83 % au 31 décembre 2024. S'agissant des prêts, les taux d'intérêt se sont établis à 16,08 % contre 15,5 %. Conséquemment, le spread bancaire s'est élargi, pour se porter à 12,25 % au premier trimestre de l'exercice fiscal 2025, après 10,95 % en septembre 2024.

En ce qui a trait aux opérations en devises, les taux d'intérêt sur les DAT ont maintenu le statu quo, se chiffrant à 1,25 % en décembre 2024 comme en septembre 2024. Il convient de noter que la rémunération moyenne sur les prêts en devises a accusé une hausse pour s'établir à 10,58 % au cours du premier trimestre contre 10,08 % au dernier trimestre de l'exercice 2024. Il en est résulté un élargissement de 50 points de base du spread, qui s'est inscrit à 9,33 % au terme du trimestre sous revue.

Tableau 3

Ratios clés du système bancaire au 31 décembre 2024

Ratios clés du système bancaire	Au 31 décembre 2023	Au 30 septembre 2024	Au 31 décembre 2024
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	84,71 %	82,77 %	81,53 %
Prêts en pourcentage des prêts bruts	8,77 %	10,37 %	10,36 %
Rendement moyen des prêts productifs	13,58 %	12,93 %	11,99 %
Ratios de rentabilité bancaire	1 ^{er} trim 2024	4 ^e trim 2024	1 ^{er} trim 2025
ROA	1,19 %	1,33 %	0,98 %
ROE	14,42 %	16,24 %	11,62 %
Niveau de dollarisation du système	Au 31 décembre 2023	Au 30 septembre 2024	Au 31 décembre 2024
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	67,74 %	67,07 %	65,08 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	53,51 %	60,24 %	61,09 %

Sources : DSBIF/BRH

7. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE

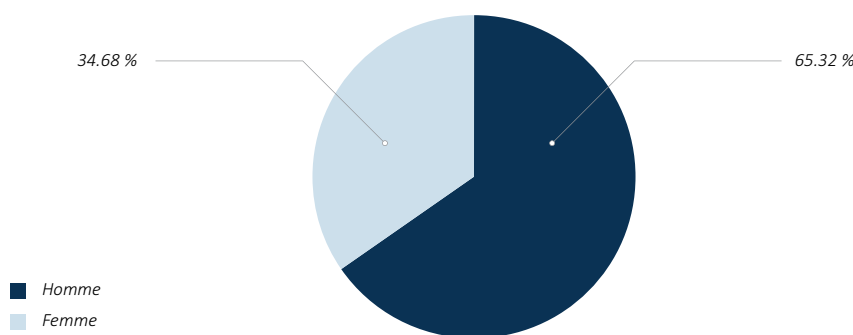
Les données collectées auprès des institutions financières par le Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) de la Banque centrale ont fait ressortir qu'au cours des mois d'octobre à décembre 2024, le système financier a accordé environ 91 330 crédits, dont 96,47 % ont été alloués à des personnes physiques et 3,53 % à des institutions ou personnes morales.

La répartition du portefeuille de crédit par monnaie a montré que les entreprises et les particuliers ont bénéficié respectivement de 49,11 % et 50,89 % du total des prêts en gourdes (61 402,77 MG et 59 245,8 MG chacun), alors que les personnes morales ont bénéficié de 834,72 millions de dollars ÉU, soit 85,06 % du total des crédits en devises étrangères accordés par le système sur la période considérée.

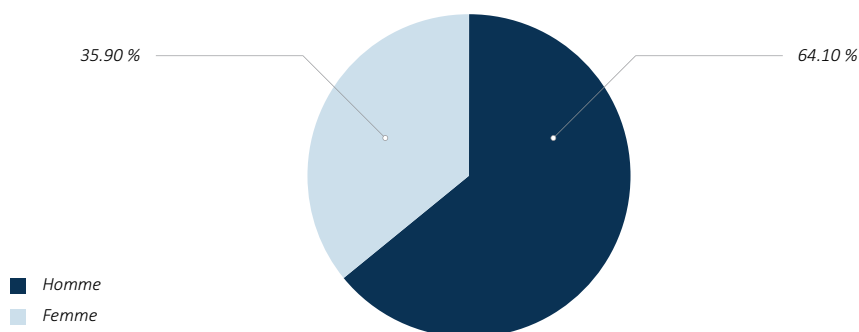
En ce qui a trait à l'analyse de l'encours des prêts répartis par genre, 65,32 % des prêts en gourdes (38 980,57 MG) et 64,10 % du total du portefeuille du crédit en monnaie étrangère (112,525 millions de dollars ÉU) ont été octroyés à des hommes. Sur la période sous revue, seulement 34,68 % des prêts en gourdes (22 398,023 MG) et 35,90 % en dollars ÉU (34,103 millions de dollars ÉU) ont été accordés à des femmes.

Graphique 9

Ventilation du crédit du système financier en gourdes accordés selon le sexe

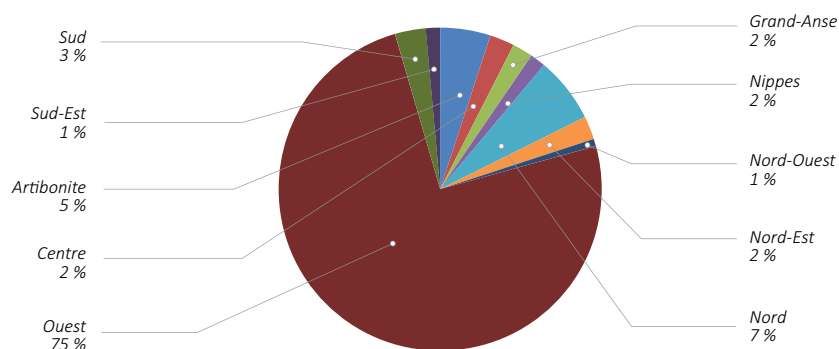


Sources : BIC/BRH

Graphique 10**Ventilation du crédit du système financier en dollars ÉU accordés selon le sexe**

Sources : BIC/BRH

Considérés suivant la distribution géographique, la majorité des crédits a été allouée à des bénéficiaires du Département de l'Ouest, soit plus de 75,12 % du total du portefeuille global. S'ensuivent les Départements du Nord, de l'Artibonite et du Sud avec des poids respectifs de 6,53 %, 4,77 % et 3,14 %.

Graphique 11**Répartition du crédit du système financier par région géographique**

Sources : BIC/BRH

8. PERSPECTIVES

Les difficultés de circulation des personnes et des produits ont entraîné des répercussions négatives sur la production des biens et des services au cours du premier trimestre 2024-2025. L'économie s'est ainsi enlisée dans une trappe à la croissance négative, enregistrant sa sixième (6^e) année consécutive de contraction du PIB, soit -4,2 % en 2024 après -1,9 % en 2023.

Le rétablissement de la sécurité constitue une condition incontournable, laquelle devrait contribuer à l'atteinte de l'objectif de financement nul inscrit dans le budget de 2024-2025. Conséquemment, le désenclavement des différentes zones géographiques du pays qui adviendrait, devrait concourir au ralentissement de la progression des prix et favoriser la relance économique. Dans cette optique, la BRH poursuit ses efforts pour contenir les mouvements déstabilisateurs des prix et du taux de change, tout en prenant des initiatives qui visent à favoriser le financement des activités productives à travers le système financier, en ciblant les secteurs considérés comme des pôles de croissance.

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

1^{er} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL
2024-2025
[OCTOBRE - DÉCEMBRE 2024]

SPIH

